

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

↘ production agricole : - 0,5 %

↗ IPAMPA* : + 1 %

↘ production agroalimentaire : - 0,2 %

↗ consommation alimentaire : + 0,2 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole
(1^{er} trimestre 2018)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

↘ solde commercial français : 1 559 M€

↘ solde commercial Hauts-de-France : 16 M€
(1^{er} trim. 2018)

↗ Cours du baril de pétrole Brent : 77,77 \$
+ 20,1 % sur un trimestre (31/05/2018)

↘ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,17 \$
- 4,1 % sur un trimestre (31/05/2018)

↗ Croissance du PIB : + 0,3 % (1^{er} trim. 2018)

→ Déficit budgétaire : - 2,6 % du PIB

↘ Dette publique : 97 % du PIB
(4^e trimestre 2017)



INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : 1^{er} rang pour les Hauts-de-France dans l'industrie

En 2017, la France a bénéficié d'un fort regain d'attractivité aux yeux des investisseurs étrangers. Au cours de l'année, près de 34 000 emplois ont été créés ou sauvegardés par des entreprises à capitaux étrangers sur le territoire national. La région Hauts-de-France qui concentre 16 % de ces emplois, se classe 2^e région la plus attractive après l'Île de France et 1^{re} région pour le secteur industriel.

En 2017, une hausse de 26 % des emplois créés par des investisseurs étrangers dans les Hauts-de-France

Entre 2016 et 2017, les entreprises étrangères ont créé ou sauvegardé plus de 5 700 emplois en région dans le cadre de 97 nouveaux projets d'investissements. En moyenne, un projet initié dans les Hauts-de-France crée deux fois plus d'emplois que dans le reste de la France (59 emplois par projet contre 26). Près de la moitié de ces nouveaux effectifs concerne le secteur industriel, au sein duquel la construction automobile et la construction de machines et équipements mécaniques sont particulièrement attractives en 2017.

Une contribution majeure des groupes étrangers à l'économie régionale

S'ils ne représentent que 1,5 % des entreprises, les groupes sous contrôle étranger assurent 1 emploi sur 10 dans la région et même 1 emploi sur 3 dans le secteur industriel. Les entreprises étrangères contribuent aussi à 18 % du chiffre d'affaires du versant Nord de la région et à 24 % de celui du versant sud.

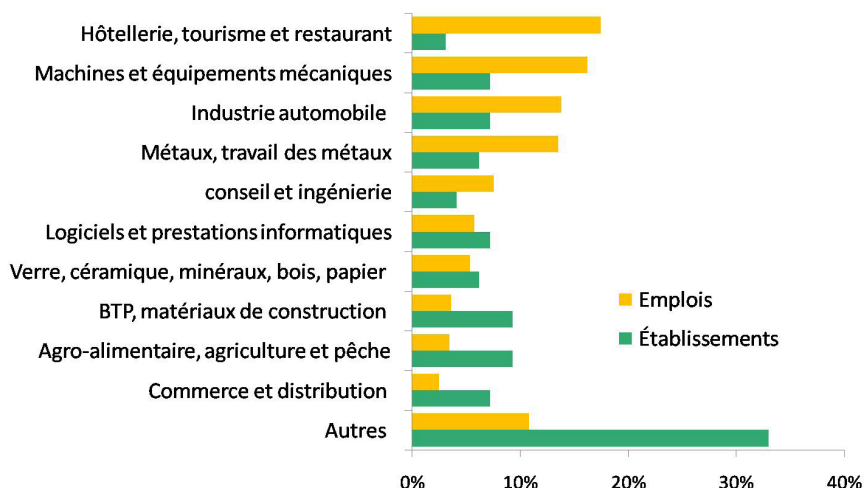
14 000 emplois dans l'industrie agroali- mentaire.

Sur les 101 établissements agroalimentaires d'origine étrangère implantés dans la région, un quart sont d'origine belge. Mais sur le plan du nombre d'emploi, ce sont les États-Unis et la Suisse qui dominent le classement grâce à l'implantation de grands groupes tels que Herta, Häagen Dazs ou Nestlé.

Au total, dans la région, les industries agroalimentaires représentent environ 10 % des emplois dépendant d'investissements étrangers. Ces derniers sont toutefois en perte de vitesse dans le secteur, du moins pour l'année 2017. En effet, seuls 197 emplois y ont été créés ou sauvegardés au cours de l'année, soit moins de 4 % des nouveaux emplois régionaux.

Une année 2017 record pour les investissements étrangers en Hauts-de-France

Répartition des établissements et emplois créés en 2017



Sources : Nord France Invest, Business France, Traitement CA NPDC

Note de lecture : en 2017, le secteur « Hôtellerie, Tourisme et Restaurant » représente 17 % des emplois créés dans la région par des entreprises étrangères

EMPLOI RÉGIONAL

Des prévisions optimistes pour 2018

L'amélioration du contexte économique régional se traduit par une hausse record des intentions d'embauche pour 2018. Avec 172 300 projets de recrutement (selon l'enquête annuelle de Pôle emploi sur les besoins en main d'œuvre), la région atteint un niveau jamais égalé depuis 8 ans. Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire représentent environ 10 % de l'ensemble des projets.

Une hausse de 29 % des projets de recrutement dans l'agriculture régionale

En 2018, les entreprises agricoles prévoient de créer 13 930 emplois dans la région. Près de la moitié de ces projets concerne le département de l'Aisne, spécialisé dans une agriculture nécessitant plus de main d'œuvre (notamment la viticulture). Le département de l'Oise est quant à lui le seul à enregistrer une baisse des intentions d'embauche (- 17 % par rapport à 2017).

L'enquête souligne également un léger recul des difficultés liées au recrutement : 34 % des embauches sont jugées difficiles contre 40 % en 2017. En revanche, la saisonnalité qui caractérise le secteur agricole se renforce. Les emplois saisonniers augmentent en effet de 36 % alors que les embauches sur le long terme sont en baisse de 13 %.

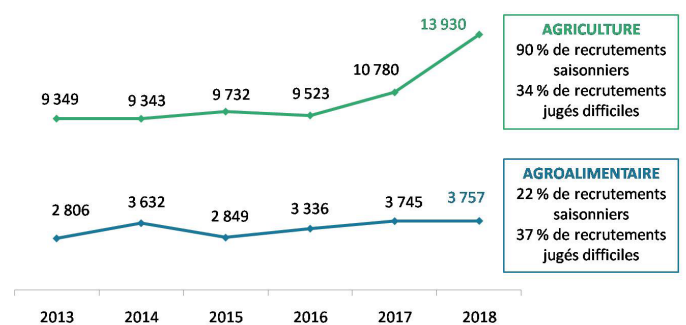
Des résultats plus nuancés pour l'industrie agroalimentaire

Avec 3 757 projets d'emploi, l'industrie agroalimentaire régionale semble moins profiter de cette embellie économique. Alors qu'elles progressent en

moyenne de 16 % dans le reste de la France, les embauches dans ce secteur stratégique pour la région stagnent sur le territoire. Ces résultats mitigés sont principalement imputables au versant Sud de la région qui enregistre une baisse de 20 % des projets de recrutement ; alors que le versant Nord qui concentre pourtant ¾ des embauches enregistre une hausse de 10 %.

Plus de 17 000 projets de recrutement dans les secteurs agricoles et agroalimentaires régionaux

Projets de recrutement dans les Hauts-de-France entre 2013 et 2018



Source : Enquête Besoins Main d'œuvre, édition 2018, Pôle emploi, traitement CA NPDC

REVENUS ET RÉSULTATS AGRICOLES

Des niveaux exceptionnellement bas en 2016

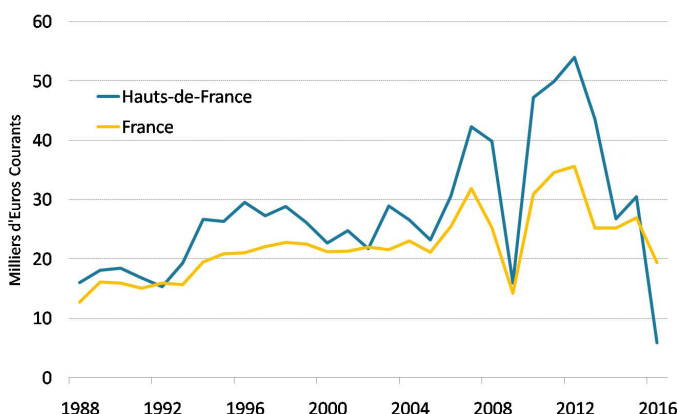
En 2016, suite à des rendements catastrophiques dans un contexte de baisse des prix mondiaux, les exploitations agricoles des Hauts-de-France ont vu leur Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) par actif non salarié reculer de 81 %. Pour la première fois depuis plus de 30 ans, ce résultat est inférieur à la moyenne nationale. Même si cette baisse est en grande partie liée à des facteurs conjoncturels, elle pourrait avoir des conséquences sur le plus long terme.

49 % des exploitations de la région ont un résultat négatif

Dans les Hauts-de-France en 2016, le résultat courant avant impôt par actif non salarié dépasse à peine les 5 000 € par exploitation alors qu'il était de 30 000 € en 2015 et qu'il est d'environ 18 000 € dans le reste de la France. Avec une baisse moyenne de plus de 130 % de ce résultat sur une année les exploitations régionales spécialisées dans les grandes cultures sont les plus touchées et affichent, pour la première fois, des résultats avant impôt négatifs (- 12 000 € en moyenne pour la Picardie).

Dans les Hauts-de-France, le RCAI par actif non salarié 2016 ne représente que 18 % de la moyenne quinquennale

Résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié en France et dans les Hauts-de-France



Source : RICA 1998 à 2016, Traitement CA NPDC

Quels impacts pour les prochaines années ?

Ce contexte, bien que conjoncturel et lié à la mauvaise récolte de 2016 ainsi qu'à la crise laitière, a fragilisé la situation économique des entreprises agricoles régionales qui ont commencé l'année 2017 avec des indicateurs défavorables. Par exemple, le taux d'endettement (annuités des emprunts / excédent brut d'exploitation) est de 80 % en 2016 alors qu'il devrait être inférieur à 45 % pour assurer la pérennité des exploitations. Afin d'améliorer leur situation les entreprises seront donc sûrement contraintes de moins investir dans les années qui viennent.

En outre, les agriculteurs évoluent dans un contexte de plus en plus incertain comme le prouve l'hyper volatilité des résultats des exploitations sur ces 10 dernières années.

FONCIER AGRICOLE

De fortes disparités à travers l'Europe

Dans le secteur agricole, les écarts de compétitivité entre partenaires européens sont régulièrement pointés du doigt. Si les différences de coût du travail jouent un rôle important, l'Europe connaît également de fortes disparités en ce qui concerne le prix des terres agricoles. C'est le constat dressé par Eurostat qui a publié fin mars une synthèse des prix des terres arables pour les régions de 22 pays européens.

Les prix des terres en région Hauts-de-France sont relativement modérés par rapport aux autres régions européennes

La région des Hauts-de-France, et en particulier son versant Nord, domine depuis longtemps le classement des régions françaises pour le prix des terres agricoles. En 2016, le prix moyen d'un hectare de terre arable dans le Nord-Pas de Calais s'élevait à 12 680 euros, soit plus du double de la moyenne nationale (6 060 €/ha).

Ces prix régionaux restent cependant dans la fourchette basse de l'Europe. Ainsi, la moyenne des régions européennes, étudiées dans le cadre de cette étude, se situe aux alentours de 14 000 €/ha, avec des prix allant de 1 166 €/ha pour la région bulgare de Yugozapaden à plus de 94 000 €/ha pour la région de Ligurie en Italie.

D'une manière générale, les prix des terres agricoles sont les plus élevés chez nos voisins (Italie, Luxembourg, Royaume Uni, Allemagne) et avec une moyenne d'environ 63 000 €/ha, les Pays-Bas arrivent sans conteste en tête des pays européens les plus chers. À l'inverse, dans des pays plus à l'Est tels que la Roumanie, la Lettonie ou l'Estonie les terres se négocient généralement à moins de 3 000 €/ha. La France, avec des prix un peu plus élevés que ceux de la République Tchèque et plus bas que ceux de la Pologne apparaît donc comme une exception par rapport aux autres pays d'Europe de l'Ouest.

Par ailleurs, en plus des différences entre pays, on observe aussi de fortes disparités au sein même des pays européens : en France, en Allemagne ou en Italie les prix des terres peuvent être multipliés par 5 d'une région à une autre. Ce ratio atteint même 9 en Grèce ou en Suède.

Une évolution des prix des terres contrastée en Europe

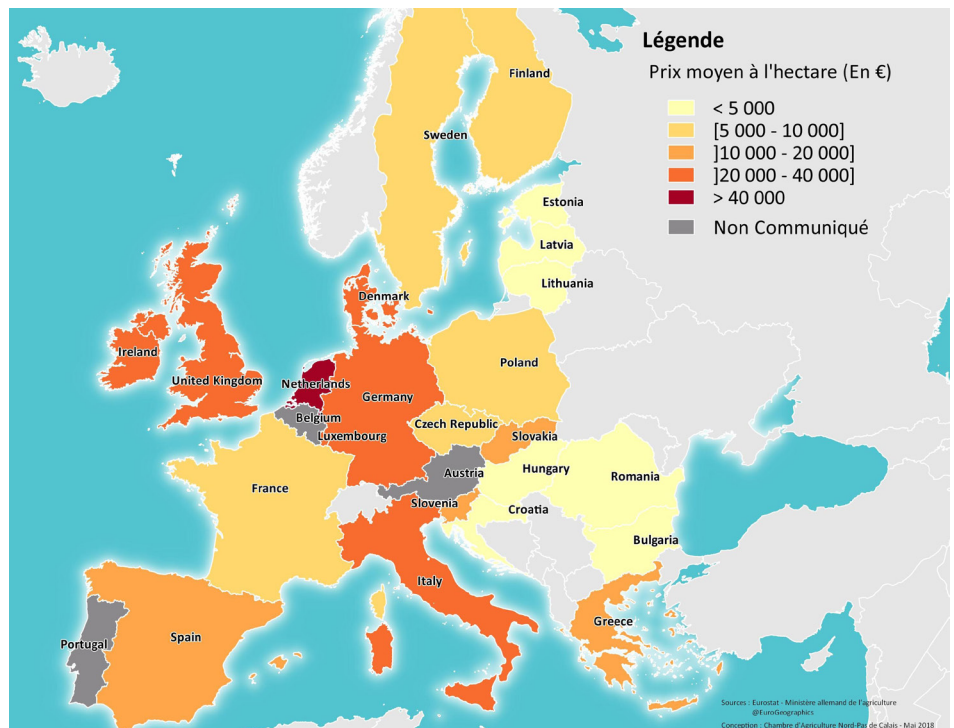
Au cours des cinq dernières années, les pays dans lesquels la terre est la moins chère sont aussi ceux qui ont connu les plus fortes augmentations de prix. Entre 2011 et 2016, la République Tchèque a ainsi vu ses prix multipliés par 3. Les prix en Estonie, Lituanie et Hongrie ont eux plus que doublé. Sur la même période, l'évolution du foncier dans les grands pays agricoles européens est plus contrastée.

Si certains pays comme les Pays-Bas ou la France ont également vu la valeur de leurs terres augmenter, mais dans de moindres mesures (respectivement + 23 % et + 12 %), d'autres enregistrent des baisses de prix (- 11 % pour l'Italie).

À noter que la croissance du prix des terres françaises connaît un net ralentissement sous les effets des crises structurelles et conjoncturelles du secteur agricole. Selon les données Eurostat, les prix des terres dans la région des Hauts-de-France ont même diminué en 2016.

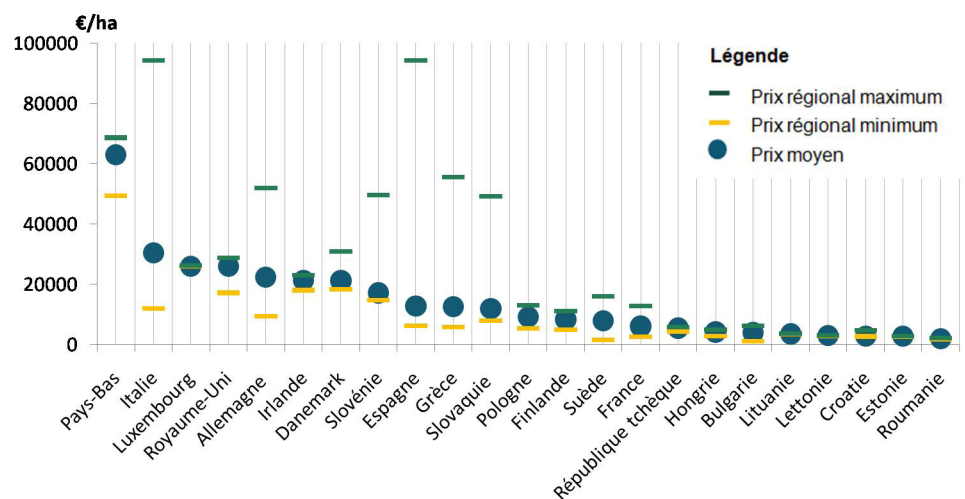
Le prix des terres françaises est plutôt dans la fourchette basse de l'Europe

Prix moyen des terres agricoles dans les pays de l'Union Européenne (en hectare)



Des prix qui varient fortement en fonction des régions européennes

Prix moyen d'un hectare de terre dans l'UE et prix minimums et maximums régionaux



Filières

Sucre : une surabondance mondiale qui commence à peser sur le marché. Alors que l'UE a vu sa production de sucre augmenter de 25 % suite à la suppression des quotas sucriers, les grands pays producteurs tels que la Thaïlande ou l'Inde ont eux bénéficié de très bonnes récoltes. La demande mondiale ne suivant pas ce surplus d'offre, le marché est sous tension.

L'usine de fabrication d'engrais Seco Fertilisant basée à Ribécourt Dreslincourt (60) a été placée en redressement judiciaire. Si elle ne trouve pas de repreneur d'ici fin mai, l'entreprise sera placée en liquidation ce qui menacerait plus de 90 emplois.

Conjoncture

En 2017, la France enregistre la plus forte hausse de son PIB depuis 10 ans. L'Insee estime en effet la croissance pour l'année écoulée à 2,2 %. Une révision à la hausse qui s'explique en grande partie par un fort niveau d'investissement en 2016 notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'informatique.

Selon une étude de l'ADEME, la mission Rev3 pourrait créer près de 45 600 emplois dans la région dans les filières de l'énergie, du bâtiment et des mobilités. Par exemple, le parc dédié à la méthanisation devrait occuper 11 500 personnes en 2050 (contre 300 actuellement) et le domaine des matériaux biosourcés pourrait créer 6 500 emplois contre 500 aujourd'hui.

Selon l'association générale des producteurs de blé, les grèves SNCF génèrent un surcoût logistique de 5 à 20 € la tonne de céréales pour les opérateurs devant recourir à un autre mode de transport. Si le ferroviaire ne représente que 13 % de l'ensemble des transports agricoles et agroalimentaires en France, 40 % des céréales exportées par le pays sont acheminées vers les ports par voies ferrées.

Énergie et développement durable

L'entreprise française Global Bioenergies a mis au point une essence à 34 % renouvelable. Les premiers tests se sont révélés concluants. Cet agrocarburant contenant des dérivés d'isobutène qui peuvent être produits à partir de sucre, de paille ou de bois pourrait arriver sur le marché d'ici 2021.

Le développement des parcs de production d'électricité renouvelable s'accélère dans les Hauts-de-France. La région se démarque notamment grâce aux bioénergies issues de l'agriculture, du bois ou des déchets organiques. En revanche l'électricité verte ne représente toujours que 13% de la consommation régionale.

La société Easymetha, s'installera progressivement sur le site de Whirlpool d'Amiens. L'entreprise, spécialisée dans la fabrication d'unités de méthanisation à destination des exploitations agricoles, prévoit de créer environ 50 emplois dans un premier temps.

Agroalimentaire

ABCD nutrition s'installe dans l'Oise. Afin de poursuivre son développement, le groupe quitte Roye (80) et investit près de 12 M€ pour réhabiliter une ancienne friche industrielle à Noyon (60). Près de 200 emplois y seront créés à terme. L'entreprise conserve toutefois son site historique de Moreuil (80) qui se réorientera dans la fabrication de produits bio gourmands.

Un repreneur belge pour le fabricant de pizza fraîches Som'Baker basé à Rancourt (80). La dernière unité agro-alimentaire du groupe Financière Turenne Lafayette a été cédée à l'investisseur belge Arc Food Invest qui souhaite élargir sa gamme de produits. Les repreneurs se sont engagés à maintenir les 70 emplois du site.

Le chiffre d'affaires du groupe Bonduelle est en progression de 28 % sur le 1^{er} trimestre 2018. Il atteint 673 M€ sur la période. L'acquisition de l'entreprise américaine Ready Pac Foods contribue largement à ces bonnes performances.

Roquette : investissement de 40 M€ pour un nouvel atelier à Vic-sur-Aisne (02). Ce nouvel atelier permettra au groupe d'enrichir son offre avec de nouveaux ingrédients conçus spécifiquement pour les produits alimentaires et boissons riches en protéines destinés aux sportifs et aux seniors.

Freshpack part à la conquête du marché américain. La société boulonnaise spécialisée dans les produits de la mer entre dans le capital de la société canadienne Shediak Lobster Shop à hauteur de 50 %. Elle a également signé un accord d'exclusivité pour distribuer sur le marché européen du homard décortiqué à cru et surgelé.

Des produits chinois dans l'Aisne. Charmes (02) accueille dorénavant une filiale française du chinois Pangniu Food. 2 M€ ont été investis dans la fabrication de produits à base de soja (tofu, nouilles fraîches,...) avec à la clé 50 embauches sur 3 ans.

Transport et logistique

Valenciennes et Dunkerque sont désormais reliés par voie fluviale via le réseau Nord Ports Shuttle qui relie déjà Dunkerque à Lille et Dourges depuis 2013.

La voie ferrée reliant la gare de Calais à son port sera entièrement rénovée d'ici 2021 notamment dans le but d'améliorer les échanges avec la Grande-Bretagne.

La première phase des travaux de modernisation du port de Béthune a débuté en janvier. Cette phase dont le coût est d'environ 5,3 M€ concerne notamment les travaux de voirie et devrait s'achever en octobre. Une seconde phase, encore en sollicitation de partenaires financiers, consistera ensuite à allonger les quais au bord du canal d'Aire et à structurer une plateforme de containers aux normes internationales de 16 000 m². La modernisation du port pourrait à terme permettre de faire passer le tonnage de marchandise de 400 000 à plus de 800 000 tonnes.

Innovation

La start-up lilloise SENCROP lève 5 M€ pour accélérer son développement à l'international.

L'entreprise, qui compte aujourd'hui 25 salariés a mis au point une station agro-météo connectée permettant à chaque agriculteur de mesurer, au sein de sa parcelle, des données (température de l'air, hydrométrie, pluviométrie, vitesse du vent...) et d'y accéder 24h/24 sur son smartphone. Déjà présente en Belgique et aux Pays-Bas, elle devrait prochainement recruter une quinzaine de personnes pour continuer à se développer.

21 M€ investis à Beauvais dans un centre international d'innovation et d'expertise pour l'agromachinisme baptisé Pima@tec. Le centre sera exploité par le Cetim (Centre technique des industries mécaniques), qui le financera, avec l'aide de l'Europe et de la Région. Une dizaine de postes seront créés pour lancer Pima@tec qui se développera sur une surface de 2 500m².

Inauguration d'AGRILAB, un site dédié à l'innovation pour l'agriculture de demain sur le site de la ferme de l'école d'ingénieurs Unilasalle. 4,5M € ont ainsi été investis dans un bâtiment de 3 200m². Le site sera ouvert dès septembre 2018 à tous les agriculteurs, start-up et entreprises des Hauts-de-France souhaitant tester une idée ou un concept.